

Quelles attentes en forêt privée concernant la « typologie des stations forestières » ?

Représentations et usages - Conditions et moyens d'une meilleure adéquation de l'outil

Programme Typologie des stations du GIP Ecofor. Coordination IDF-CNPPF (C Giry)

Qui en forêt privée connaît la démarche « typologie des stations » et ses outils? Comment est-elle perçue ? Quels usages en fait-on ? Quelles améliorations et quels développements pourraient être envisagés?

Pour répondre à ces questions, un programme de 18 mois, financé par le GIP Ecofor sur 2005 et 2006, a été coordonné par l'IDF, et conduit par deux équipes de spécialistes en sciences sociales, dont les approches ont été mises en œuvre et étroitement liées sur l'ensemble du dispositif, ce qui a permis de croiser les analyses, et de renforcer la validation des résultats.

Deux rapports très complets ont été élaborés, qui ont permis de dégager et valider des lignes de force communes aux deux analyses, puis de mettre en évidence les conditions, principes et moyens d'amélioration de la démarche typologie des stations.

Les constats communs aux deux analyses

1 -La typologie des stations est perçue de façon globalement positive par toutes les personnes auditionnées, quelles que soient les catégories auxquelles elles appartiennent (gestionnaires et techniciens, représentants de l'administration, experts, propriétaires).

Dans sa définition et ses principes, elle est plutôt en phase avec la culture, les savoir-faire et les valeurs propres au monde forestier

=> **MAIS** elle est comprise et investie très différemment selon ces catégories, dès qu'on passe au stade de son application: une ligne de partage démarque alors fortement les concepteurs et experts, des gestionnaires et propriétaires; et un écart s'instaure entre le plan des principes et de l'identité, favorables à la démarche, et le plan des pratiques, qui l'intègrent mal ou fort peu.

2 -On reconnaît à la typologie plusieurs fonctions et usages possibles, et souhaitables – et il y a même consensus sur ce fait

Ces fonctions correspondent à toute une série d'enjeux, qui se sont élargis et diversifiés au fil du temps: réussir les boisements et reboisements, grâce à un choix d'essences adaptées; garantir les « bonnes pratiques » de gestion sylvicole et environnementale, et s'assurer de leur durabilité (anticipation des risques liés au changements globaux, optimisation des approvisionnements face à des marchés qui évoluent); enfin, dans une perspective de gestion des territoires, permettre le dialogue multi-acteurs et aider à l'élaboration de projets.

=> **MAIS** seules ou presque les fonctions « historiques » (adaptation essences/stations) sont utilisées – modestement et dans certaines conditions

=> **MAIS** ces dernières apparaissent en relatif décalage temporel et fonctionnel par rapport aux enjeux perçus comme fondamentaux par les acteurs de terrain (questions sylvicoles concrètes, évolutions du marché et de la filière, changement climatique, nouvelles attentes sociales, incertitudes sur la politique forestière et le modèle de développement) ; et ce, dans un contexte où les contraintes économiques et réglementaires sont ressenties de plus en plus pesantes

Or ce sont clairement ces enjeux, et la façon dont les acteurs les perçoivent et les intègrent dans leurs stratégies d'action, qui déterminent leur plus ou moins grand intérêt pour l'approche stationnelle, et

rendent compte de la relative sous-utilisation des guides et catalogues - plus que les qualités intrinsèques des documents.

3 -En ce sens, les deux études valident à leur manière le fait que la logique « d'offre » de typologie des stations (à laquelle s'apparentent les démarches de relance dans les régions pilote), a un impact positif sur certaines catégories d'utilisateurs – personnel technique majoritairement et certains gestionnaires – qu'elle a « professionnalisé » avec un relatif succès.

=> **MAIS** elles mettent en évidence les limites de cette logique, qui – même en se dotant d'un « mieux-disant » pédagogique et de communication – reste fondée sur l'adaptation et la simplification d'une approche « expert », qui n'a pas à l'origine et par nature été conçue par rapport aux besoins de l'ensemble des utilisateurs (ces besoins ayant en outre évolué avec le temps).

Quelles pourraient être les conditions d'amélioration ?

Partant de ces constats communs, les études pointent de façon commune 3 conditions d'amélioration :

1 -Conforter la démarche de relance et les outils qu'elle a développés

Tous les maître-mots mis en évidence dans le rapport de Bénédicte Boisseau (Cemagref – 1999) aussi bien que dans les conclusions des rencontres typologie de Dijon (2003) ou encore le récent « Guide-âne » de l'IFN (2006), sont plus que jamais d'actualité: clarté et simplification des documents, pédagogie, formation, animation, accompagnement systématique des utilisateurs, appui sur des personnes relais et dynamique de « contamination positive », implication des utilisateurs dès l'amont et évaluation des actions.

Ce sont eux qui ont guidé la démarche de relance dans les 2 régions pilotes, avec un indéniable succès auprès des personnels techniques (cf l'enquête menée en Champagne-Ardenne, qui démontre une meilleure appropriation des outils et l'émergence de nouvelles demandes).

Certaines pistes d'action – qui pour partie ont été déjà évoquées par ces mêmes sources – seraient également à développer: mise en place de leviers incitatifs, financiers et/ou réglementaires pour les prescripteurs et acteurs économiques; harmonisation et mise en cohérence de la typologie des stations à l'échelle nationale, voire européenne ; instauration d'une dynamique d'émulation entre Régions.

MAIS AUSSI ET SURTOUT ...

Si l'on veut accroître de façon sensible l'usage des principes et outils de la typologie des stations par les gestionnaires et propriétaires, et leur diffusion élargie auprès d'autres publics (décideurs et politiques, associations, étudiants et enseignants),

2 - Replacer la typologie des stations au cœur des préoccupations et des enjeux perçus par les gestionnaires et propriétaires,

- ⇒ apporter des réponses à leurs questions pratiques (productivité, sylviculture, mais aussi multifonctionnalité, changement climatique ...)
- ⇒ n'en faire ni un dogme ou un outil normatif - selon une approche monolithique et exclusive, ni une affaire d'experts

En d'autres termes, il conviendrait – pour ces catégories – d'inverser la perspective qui a prévalu jusqu'alors et, soit dit de façon un peu schématique, de rapprocher la typologie des utilisateurs, et non plus seulement les utilisateurs de la typologie. En développant de nouvelles approches permettant que leurs demandes soient mieux servies grâce à la typologie (et en des termes qui correspondent à leurs questions); et non plus seulement en tentant de les convaincre des bienfaits de la démarche.

3 – Elargir ses champs et ses usages pour l'aide à la décision, la conduite de projets, la médiation et le dialogue – y compris hors la sphère forestière – au plan individuel et collectif

L'un des participants du séminaire de Dijon l'avait affirmé : « la typologie est un outil de base de caractérisation des milieux, elle doit devenir un outil d'aide à la décision pour différentes catégories d'usagers, à différentes échelles ».

Il s'agirait d'élargir autant que faire se peut la fonction « de base » de la typologie (c.a.d. adaptation essences/station) à celles qui lui sont potentiellement reconnues, dans le domaine des « bonnes pratiques » de gestion sylvicole et environnementale, de l'anticipation des risques, de la gestion collective des territoires – sachant toutefois que la typologie ne peut jouer le rôle du couteau suisse, et qu'il convient de rester dans les limites pertinentes de l'outil, et dans un parti pris de modestie. Sachant également que tout projet individuel et collectif est singulier (contexte, contraintes, désirs et compétences, profils d'identité...), et évolutif.

En ce sens, une réflexion est à mener quant à l'intégration modulée de l'approche stationnelle dans des outils et/ou des démarches plus globales et/ou plus spécifiques selon le problème posé, et sur son articulation avec d'autres approches (typologie des peuplements par exemple)

Principes et moyens d'amélioration

Concrètement, les moyens évoqués sont de trois ordres.

1 - Adapter et différencier l'approche selon les besoins, c'est à dire:

- ⇒ approfondir et systématiser les études de besoins, en fonction du type d'usagers (l'étude sur les profils d'identité – cf bibliographie) donne à cet égard des clés qui pourraient être utiles dans l'élaboration d'outils de sensibilisation)
- ⇒ différencier les « produits » et outils de l'approche typologie selon ces besoins (l'idée d'aborder la typologie à travers des thèmes porteurs relève de cette logique)
- ⇒ doser leur application également en fonction des besoins, et des niveaux d'expertise;
- ⇒ les concevoir de façon évolutive

Les exemples et idées ci-après, vont dans ce sens.

Pour les personnels techniques et les gestionnaires :

- quelques-uns des guides récents associent typologie des stations et itinéraires sylvicoles (moyenne-Vilaine, Picardie ; guide des sylvicultures de montagnes ...); développer de tels guides qui lient unités stationnelles, orientations sylvicoles et conseils de gestion en lien avec divers enjeux (production, écologie, chasse, accueil du public) serait une avancée intéressante
- un module de e-formation sur l'approche stationnelle est en cours d'élaboration sur le site intranet de la forêt privée, qui intègre également orientations sylvicoles et conseils de gestion

Pour les propriétaires :

La notion de « projet » (en cours ou en devenir) semble essentielle pour adapter la démarche station-guide du choix des essences au vécu des propriétaires forestiers et à ce qui a du sens pour eux.

Ces projets sont très divers de nature et d'envergure: liés parfois à une démarche administrative (PSG, certification), ou à la réflexion du propriétaire forestier qui souhaite intégrer à la fois la situation de sa forêt et son contexte spécifique, ses propres désirs et compétences ainsi que ses contraintes personnelles, ils peuvent être envisagés individuellement (transmettre ma forêt en bon état, produire du bois de chauffe, produire du bois d'œuvre pour la filière..., ou encore constituer un arboretum, réorienter ma forêt en la diversifiant), ou collectivement – en général à l'échelon local, qui a un sens pour les propriétaires forestiers (promouvoir une filière locale de bois de chauffage ou de bois d'ébénisterie ou de second œuvre pour la construction de chalets; constituer un parc loisirs et nature; faire un domaine de chasse individuel ou collectif, protéger des espèces, des sources; plus simplement, remettre en ordre et entretenir la forêt, faire des éclaircies avec d'autres propriétaires voisins ; mutualiser des moyens, créer de meilleures conditions d'exploitation, profiter d'un encadrement, de conseils ...)

Il paraît dès lors important de développer des outils qui permettent aux propriétaires de construire et de piloter leur projet – soit individuellement, ou en relation avec des appuis techniques, ou en combinant les deux démarches, et éventuellement en lien avec des projets collectifs locaux.

Sachant que l'offre d'information et de conseil provenant des organismes de développement est dans l'ensemble plutôt thématique (l'instruction du PSG fournissant toutefois un occasion d'offrir une prestation intégrée)

Trois options sont possibles :

- une option « élémentaire », qui consisterait à proposer un classeur modulaire personnalisé (« entretenir et gérer ma forêt »)

Ce classeur intégrerait approche station, itinéraires sylvicoles, données environnementales, toutes ces informations pouvant être également traitées sur un site Internet ou/et sur un outil mobile numérique de type PDA - avec GPS pour la cartographie, voir infra).

- un outil d'analyse, de diagnostic et d'aide à la décision

La démarche station-guide serait alors une ressource scientifique et technique de base parmi d'autres ressources, intégrée à une démarche de conception et de conduite de projet

Cet outil intégrerait les caractéristiques de la forêt locale et les données d'environnement (réchauffement, biodiversité), irait du terrain au modèle, permettrait le dialogue entre les propriétaires forestiers, et entre propriétaires et experts-conseillers.

- une démarche globale de conception et conduite de projet

la démarche station-guide deviendrait la ressource principale pour construire et réaliser un projet, en intégrant les éléments suivants: prise en compte du profil du propriétaire et de ses objectifs; diagnostic des potentialités naturelles et de la situation des parcelles considérées; prise en compte de l'environnement socio-économique (filère locale, développement local, groupement ...) et naturel (variations climatiques, microclimat); définition du projet, plan d'actions (échancier, moyens à mettre en œuvre, indicateurs de réalisation)

Notons que ces deux dernières options pourraient à notre sens être adaptées aux attentes des collectivités territoriales et des associations.

Pour le grand public

Un outil de diagnostic et de connaissance de la forêt, utilisable par tous, avec une version ludique, qui permettrait au joueur de gérer une forêt selon un profil et des objectifs spécifiques, avec des atouts et contraintes d'environnement, et des événements exceptionnels - tempêtes, gibier, parasites ... (exemple de SIM-CITY, qui a connu un grand succès, sur ce même principe appliqué à la gestion d'une ville)

2 – Développer d'autres supports et d'autres modes d'appropriation que les outils

« classiques » (guides et brochures), en exploitant Internet et les nouvelles technologies :

Ces nouvelles technologies (internet, PDA, GPS) sont des supports favorablement perçus et recherchés par bon nombre des personnes auditionnées, quelle que soit leur catégorie: cartographie, arboretum virtuel, herbier virtuel, reconnaissance logique des stations ... sont autant de pistes évoquées dans les entretiens.

L'idée d'un centre de ressources dédiées, avec différents volets, serait à réfléchir :

- ⇒ ressources liées à chaque catégorie d'acteurs (propriétaires, techniciens, experts, décideurs, élus...), et à des « bouquets » de projets associés
- ⇒ ressources liées aux évolutions globales (climat, filières, normes, durabilité)
- ⇒ forums, FAQ, échanges d'expériences, blogs
- ⇒ entrées régionales, cartographie
- ⇒ entrée grand public (botanique, pédologie, essences)

3 –Développer via ces supports d’autres modalités de coopération et de communication

Une demande assez forte semble émerger pour des modes de communication et de coopération transversaux, selon une logique « peer to peer », entre scientifiques d’une part, forestiers de terrain d’autre part, et aussi entre ces deux catégories, et entre Régions.

Compte tenu du désengagement relatif de l’Etat concernant les dispositifs de soutien institutionnels et financiers à la typologie des stations, la diffusion de la « culture » typologie des stations pourrait s’appuyer beaucoup plus sur la collecte et l’échange d’expériences et de bonnes pratiques entre différentes catégories d’acteurs (cf notamment l’idée développée dans le guide-âne de l’IFN, de constituer une base de données « stations » permettant de recueillir les données sylvicoles et l’expertise des forestiers de terrain, station par station).

Les modalités de l’enquête

Le comité scientifique du programme avait retenu la Région Rhône-Alpes comme unique région d’étude, avec la forêt privée comme cible essentielle.

Compte tenu du cadrage budgétaire et des objectifs du programme, l’enquête ayant servi les approches des deux équipes a été une enquête qualitative, menée sur la base d’un panel jugé représentatif et validé par le comité de pilotage.

Ce panel comprenait 57 personnes, qui ont été interviewées pendant environ 2 heures chacune, et que les équipes se sont réparties de la manière suivante :

- 13 personnes (8 ISP + 5 CNRS) ont été rencontrées en première phase, au titre de leur participation « historique » au développement de la démarche typologie des stations, et/ou au regard de leur expertise en ce domaine
- 44 personnes ont été rencontrées en Région Rhône-Alpes (Nord-Ardèche, Ardèche, Loire, Rhône et Haute-Savoie) ; dont 24 par l’ISP, parmi divers acteurs régionaux de l’appareil administratif et de développement, et 20 par le CNRS, essentiellement des propriétaires forestiers

Les résultats présentés doivent donc être replacés dans les limites de la Région d’enquête, et dans celles inhérentes au caractère qualitatif de la méthode – qui permet cependant de formuler, à dire d’experts – des hypothèses d’analyse suffisamment fines au regard des objectifs impartis à l’étude (qu’une enquête quantitative sur un échantillon plus large pourrait permettre de valider de façon plus définitive).